



la Confédération
de demain

Sondage de 2019 auprès des Canadiens

POUR UN FÉDÉRALISME EFFICACE :
LEADERSHIP, CONFIANCE ET
COLLABORATION

Sommaire

JUIN 2019

**Environics
Institute**
For Survey Research

Mowat Centre
ONTARIO'S VOICE ON PUBLIC POLICY

**CANADAWEST
FOUNDATION**


CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

IRPP INSTITUTE FOR RESEARCH
ON PUBLIC POLICY



ST. FRANCIS XAVIER
UNIVERSITY
BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

Introduction

Contexte

Pendant une bonne partie de la fin du XX^e siècle, la politique canadienne a été marquée par des tentatives visant à réformer ou à démanteler la fédération du pays, tentatives dont les enjeux étaient déterminants. Les premiers ministres se sont rencontrés régulièrement pour conclure des ententes mégaconstitutionnelles, alors que les gouvernements du Québec et les gouvernements fédéraux successifs ont lutté au moyen de nouvelles stratégies pré- et post-référendaires. Les années 1990 à elles seules ont vu se tenir un référendum national sur la Constitution, puis un second référendum sur l'indépendance du Québec, dont les résultats ont été serrés, et émerger deux nouveaux partis politiques fédéraux constitués à l'échelle régionale — le Parti réformiste et le *Bloc québécois* — qui ont tour à tour formé l'Opposition officielle.

Les dernières années laissent croire que les tempêtes de ce genre sont enfin derrière nous. Une nouvelle génération de Canadiens, aujourd'hui de jeunes adultes, ne conservent aucun souvenir direct des crises de l'unité nationale. Ce qu'il restait des partis régionaux s'est réuni une fois de plus autour des options nationales traditionnelles de gauche, du centre et de droite. À une époque où d'autres pays doivent affronter la montée du nativisme tourné vers lui-même, le Canada semble offrir un espoir à titre d'exemple de réussite du multiculturalisme et du fédéralisme multinational capable de réconcilier l'unité et la diversité.

En fait, le 150^e anniversaire du Canada en 2017 a marqué l'une des seules fois où le pays a pu célébrer un anniversaire important sans crise d'unité nationale grave. Le 50^e anniversaire du Canada est tombé au milieu de la Première Guerre mondiale et d'une crise de la conscription qui a divisé le pays entre les Britanniques et les Français. Le 75^e anniversaire du pays a eu lieu pendant une autre guerre mondiale, avec une deuxième crise de conscription qui se profilait à l'horizon. Le centenaire, bien que rempli d'optimisme, a coïncidé avec la Révolution tranquille et a précédé la création du Parti québécois d'un an seulement. Le 125^e anniversaire du pays, en 1992, a presque été oublié

dans la foulée du référendum sur l'Accord de Charlottetown — avec les gains électoraux spectaculaires du *Bloc québécois* et du Parti réformiste, puis la réélection d'un gouvernement du *Parti québécois* qui a suivi.

Même si de tels événements sont maintenant choses du passé, le programme politique actuel demeure rempli de problèmes non résolus qui pourraient facilement diviser les Canadiens sur les failles de la région et de l'identité. Les controverses concernant les pipelines transnationaux opposent les alliés régionaux d'autrefois, alors que le respect des obligations internationales du pays relativement aux changements climatiques est maintenant en péril en raison des provinces qui remettent en question le bien-fondé du prix du carbone. Comme l'essor engendré par les ressources en Alberta et dans les régions avoisinantes est révolu, le soutien de la population de l'Alberta, non seulement envers les politiques environnementales, mais aussi envers des ententes de partage des richesses plus larges au sein de la fédération, se voit remis en question.

Pendant ce temps, l'exposé de principes du gouvernement du Québec sur sa « façon d'être Canadiens » a été lancé en 2017 sans provoquer de réponse sérieuse de la part de ses partenaires de la Confédération. Cet exposé a été suivi de la perte du pouvoir du seul parti politique fédéraliste avoué de la province, qui a obtenu sa plus faible proportion du vote populaire à vie. Les provinces de l'Atlantique continuent quant à elles de chercher des façons de contrer leur déclin démographique et leur faible pouvoir économique. Dans le Nord, les trois territoires mettent en œuvre différentes formes de délégation du pouvoir, à la fois d'Ottawa vers les gouvernements territoriaux, et des gouvernements territoriaux vers certaines formes de gouvernements autochtones autonomes. Et le manque de mesures concrètes pour traduire les engagements verbaux faits à l'égard de la réconciliation avec les peuples autochtones menace de miner l'harmonie du pays, et la réputation du Canada à l'étranger.

Bref, comme le Canada a franchi le cap des 150 ans, une fois de plus de nouvelles dimensions et de nouveaux défis à la structure et à la gouvernance du pays demandent maintenant une plus grande attention. Ces questions sont considérées par les gouvernements, les groupes de réflexion et les universitaires, mais il est aussi important que le reste des Canadiens se fassent entendre, puisqu'ils ont à la fois le droit de parole et des intérêts à l'égard des résultats. Il importe également d'entendre ce que la nouvelle génération de citoyens a à dire, tant en ce qui a trait aux défis non résolus dont elle a hérité qu'aux défis émergents qu'elle doit affronter.

La Confédération de demain – Sondage de 2019 auprès des Canadiens

L'objectif de l'enquête de 2019 est de sonder la population sur la Confédération de demain. Le titre « Confédération de demain » est repris de la conférence phare du même nom organisée en novembre 1967 par le premier ministre de l'Ontario de l'époque, M. John Robarts. La conférence a permis aux chefs politiques des 10 provinces de mettre en commun leurs perspectives sur l'avenir prometteur du pays et de jeter les bases d'une fédération plus solide tirant parti de l'énergie et de l'enthousiasme suscités par le centenaire du Canada. L'objectif de cette conférence n'était pas de prétendre que des solutions simples pouvaient régler les problèmes complexes du moment, mais plutôt de veiller à ce que chaque région ait la chance d'exprimer ses perspectives distinctes sur le pays et de se faire entendre.

C'est dans cet esprit que l'enquête de la Confédération de demain 2019 a été menée auprès d'échantillons représentatifs d'habitants de chaque province et chaque territoire de façon à connaître leurs points de vue sur le système fédéral du pays aujourd'hui et dans l'avenir. La recherche s'appuie sur des enquêtes pancanadiennes effectuées au cours des dernières décennies afin de comprendre non seulement ce que les Canadiens pensent aujourd'hui, mais aussi d'observer comment les perspectives publiques ont évolué au fil du temps.

La recherche a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec cinq organismes de politiques publiques de premier plan au pays : le Centre Mowat, la Fondation Canada West, le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, l'Institut de recherche en politiques publiques et le Brian Mulroney Institute of Government.

Dans le cadre de la recherche, un sondage d'opinion publique pancanadien a été effectué en ligne (pour les provinces) et par téléphone (pour les territoires) auprès d'un échantillon représentatif de 5 732 Canadiens des deux sexes, âgés de 18 ans et plus, entre le 14 décembre 2018 et le 16 janvier 2019. L'échantillon de l'enquête a été stratifié afin d'obtenir une représentation significative dans les 13 provinces et territoires, ainsi qu'avec les peuples autochtones du pays (Premières Nations, Métis et Inuit). De nombreuses questions incluses dans l'enquête étaient tirées d'enquêtes pancanadiennes précédentes, remontant à aussi loin que les années 1980. Les réponses à ces questions ont jeté les bases qui ont permis de déterminer comment l'opinion publique a changé (ou non) au fil du temps. De plus amples renseignements sur la méthodologie de l'enquête et la recherche antérieure sont fournis en annexe du rapport complet (disponible en anglais).

Au sujet de ce rapport

Ce rapport est le deuxième de trois rapports qui présentent les résultats de cette recherche. Il met l'accent sur les façons dont le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux du pays devraient travailler ensemble à titre de partenaires fédéraux pour aborder des questions clés. Le premier rapport, intitulé *Le Canada : rapprochement ou éloignement?*, a été publié plus tôt cette année. Des renseignements supplémentaires sont fournis sous pli séparé ; ils présentent les résultats pour chaque question de l'enquête par région et par province ou territoire, selon les caractéristiques démographiques et pour d'autres segments de la population. Tous les résultats sont présentés sous forme de pourcentage, à moins d'indication contraire.

Remerciements

Cette recherche a été rendue possible grâce au soutien d'un grand nombre d'organismes et de personnes. Les partenaires de l'étude tiennent à remercier, pour leur précieuse contribution, M. Erich Hartmann et Mmes Kiran Alwani et Stefanie Folgado, du Centre Mowat, MM. Darcy Zwetko et Tom Hatry, d'Elemental Data Collection Inc., ainsi que M. Steve Otto et M^{mes} Cathy McKim et Elaine Stam, pour leur excellent travail dans le cadre de la production du rapport définitif. Enfin, nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance aux 5 732 Canadiennes et Canadiens qui ont donné de leur temps pour nous faire part de leurs perspectives sur la Confédération de demain.

Sommaire

Le premier rapport de l'enquête de la Confédération de demain 2019, intitulé *Le Canada : rapprochement ou éloignement?*, a fait état de tensions importantes au sein de la fédération. Une forte majorité de répondants, dans plusieurs régions du pays, sont d'avis que leur province ou territoire n'est pas traité avec le respect qu'il mérite, exerce moins que sa juste part d'influence sur les décisions importantes qui se prennent au niveau national et reçoit moins que sa juste part des sommes que le gouvernement fédéral dépense. De plus, bien que l'appui politique à la souveraineté du Québec se soit refroidi, le fédéralisme ne semble pas non plus bénéficier d'un appui notable dans cette province.

Ce deuxième rapport montre que, malgré ces tensions, les Canadiens expriment toujours un appui considérable à l'égard de la mise en commun et de la collaboration entre les provinces et les territoires. Beaucoup de Canadiens se disent insatisfaits de la façon dont la fédération fonctionne, mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils sont prêts à se tourner le dos. Cela dit, les points de vue considérablement divergents observés partout au pays en disent long sur la présence de cultures politiques provinciales et territoriales distinctes au sein du Canada et, de façon plus générale, sur la diversité et la complexité qui caractérisent le pays.

Partage des richesses

Péréquation : Depuis le ralentissement économique marqué du secteur pétrolier et gazier au pays, le programme fédéral de péréquation — dans le cadre duquel une portion des revenus perçus par le gouvernement fédéral est redistribuée aux provinces qui auraient autrement de la difficulté à financer par elles-mêmes des services publics adéquats — attire de plus en plus les critiques des chefs politiques de l'Alberta et de la Saskatchewan, qui le décrivent comme une autre pénalité imposée à leur province par leurs partenaires fédéraux. Malgré ces critiques, trois Canadiens sur quatre appuient le programme de péréquation du Canada. Même dans les provinces qui ne reçoivent habituellement pas de paiements de péréquation, le soutien au programme

surpasse son opposition — pour une personne qui s'oppose au programme de péréquation, plus de deux l'appuient. Cependant, l'appui s'est atténué quelque peu au cours des deux dernières décennies, spécialement en Alberta et en Saskatchewan. En Alberta, seule une très faible majorité continue d'appuyer le programme.

Ressources naturelles : Beaucoup de Canadiens semblent disposés à partager les richesses découlant des ressources du pays. Plus de deux Canadiens sur cinq disent que les ressources naturelles font partie de la richesse du pays, et que tous les Canadiens devraient donc pouvoir profiter des redevances touchées pour ces ressources. À l'opposé, seulement un Canadien sur cinq est d'avis que les ressources naturelles, ainsi que les redevances qu'elles génèrent, appartiennent à la province ou au territoire dans lequel elles se trouvent. Il importe toutefois de noter qu'un Canadien sur trois refuse de se prononcer, affirmant que la situation dépend des ressources et de la façon dont elles sont mises en commun. Dans les provinces qui produisent du pétrole et du gaz, soit l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan, plus de personnes sont d'avis que les ressources naturelles appartiennent à la province ou au territoire dans lequel elles se trouvent ; mais même là, les points de vue sont plus divisés qu'absolus, une proportion à peu près égale dans chacune de ces provinces étant d'avis que les ressources naturelles font partie de la richesse du pays, et une proportion encore plus grande étant d'avis que la situation dépend de différents facteurs.

Union économique : La question du droit des Canadiens à se déplacer d'une province ou d'un territoire à un autre pour trouver un emploi a fait l'objet d'un plus fort consensus. Neuf Canadiens sur dix sont d'avis que les travailleurs du Canada devraient pouvoir se déplacer vers une autre province ou un autre territoire, et obtenir un meilleur emploi que celui qu'ils occupent actuellement. Pour ce qui est des obstacles à la circulation des marchandises, toutefois, les Canadiens sont beaucoup moins catégoriques. Trois personnes sur dix disent que leur gouvernement provincial ou territorial devrait avoir le droit de favoriser les entreprises locales en empêchant

les entreprises d'ailleurs au Canada de vendre leurs produits dans leur province ou territoire, alors que moins d'une personne sur quatre n'est pas d'accord avec cet énoncé. Cependant, une majorité relative n'adopte pas de position définitive, disant que la situation dépend des circonstances, dont le type de produit ou d'entreprise.

Compromis sur les politiques : Une faible majorité de Canadiens appuient de façon générale les compromis sur les politiques. Plus de la moitié des répondants souhaitent que leur gouvernement provincial ou territorial tente de trouver un équilibre entre leurs intérêts économiques et ceux des autres régions du Canada, même si cela signifie faire des compromis sur certaines des politiques qui pourraient être plus avantageuses pour eux. À l'opposé, moins d'un répondant sur trois préfère que son gouvernement provincial ou territorial accorde la priorité aux intérêts économiques de sa province ou son territoire, même si cela signifie mettre en œuvre des politiques qui affaiblissent l'économie d'autres régions du Canada.

Gestion de la fédération

Décentralisation : Le Canada est la fédération la plus décentralisée du monde développé. Cela dit, les Canadiens sont plus susceptibles de souhaiter voir passer une part encore plus grande des responsabilités du gouvernement fédéral à leur gouvernement provincial que le contraire. Un peu plus d'une personne sur trois a déclaré que le gouvernement de sa province ou son territoire devrait se charger de plusieurs responsabilités dont le gouvernement fédéral s'occupe présentement. C'est deux fois plus que la proportion de gens qui disent que le gouvernement fédéral devrait se charger de plusieurs responsabilités dont le gouvernement de leur province s'occupe présentement. Près d'une personne sur trois a indiqué que la distribution des pouvoirs devrait rester comme elle est actuellement. L'Alberta, le Québec et la Saskatchewan se démarquent comme les provinces qui appuient le plus le passage des pouvoirs du gouvernement fédéral vers les gouvernements provinciaux et territoriaux.

Les points de vue sur la distribution des pouvoirs sont liés aux perceptions de la façon dont le gouvernement et la fédération fonctionnent. Les Canadiens qui ont dit que leur province ou territoire n'est pas traité avec le respect qu'il mérite, n'exerce pas sa juste part d'influence sur les

décisions importantes qui se prennent au niveau national ou reçoit moins que sa juste part de toutes les sommes que le gouvernement fédéral dépense sont plus susceptibles de dire que le gouvernement de leur province ou territoire devrait se charger de plusieurs responsabilités dont le gouvernement fédéral s'occupe présentement.

Leadership : Pour ce qui est de l'ordre de gouvernement qui devrait s'occuper de divers dossiers, les Canadiens essaient de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Une majorité relative de Canadiens font également confiance au gouvernement fédéral et à leur gouvernement provincial ou territorial pour ce qui est de la promotion de la croissance économique et la création d'emploi, la lutte aux changements climatiques, ainsi que la gestion des ressources énergétiques. En ce qui concerne les soins de santé, une faible majorité relative de personnes font davantage confiance à leur gouvernement provincial ou territorial, et sur les questions touchant l'immigration et l'établissement des réfugiés, une majorité relative fait plus confiance au gouvernement fédéral.

Les Québécois perçoivent les choses de façon quelque peu distincte. En effet, ils sont les plus susceptibles de dire qu'ils font davantage confiance à leur gouvernement provincial pour la gestion du système de soins de santé. Ils sont aussi plus susceptibles de dire qu'ils font davantage confiance à leur gouvernement provincial pour les questions relatives à l'énergie et à l'immigration, comparativement à une majorité relative de répondants des autres provinces et territoires qui font également confiance aux deux ordres de gouvernement pour les questions liées à l'énergie, et davantage confiance au gouvernement fédéral pour les questions d'immigration. En ce qui a trait à la gestion des ressources énergétiques, cependant, les habitants de l'Alberta et de la Saskatchewan sont encore plus susceptibles que les Québécois de faire davantage confiance à leur gouvernement provincial.

Fédéralisme asymétrique : La fédération peut concilier différentes perceptions de la distribution des pouvoirs en faisant appel au fédéralisme asymétrique, ce qui signifie que les provinces qui souhaitent avoir plus de pouvoirs peuvent conclure des ententes individuelles avec le gouvernement fédéral à cet effet. Toutefois, cette pratique est diamétralement opposée aux perceptions que la plupart des gens ont de la façon dont la fédération devrait fonctionner. Trois Canadiens sur cinq disent que le

gouvernement fédéral devrait traiter toutes les provinces de la même façon, de manière à ce qu'aucune n'ait plus de pouvoirs qu'une autre. Terre-Neuve-et-Labrador et l'Alberta sont les provinces qui ont montré le plus grand appui envers l'égalité du traitement des provinces. L'appui au recours à plus d'ententes asymétriques est notablement plus élevé au Québec qu'ailleurs — toutefois, même au Québec, il s'agit d'un point de vue minoritaire.

Les points de vue selon lesquels les pouvoirs devraient être distribués de façon égale ou asymétrique entre les provinces s'alignent sur d'autres points de vue sur le fédéralisme au Québec, mais non dans le reste du Canada. C'est seulement au Québec que les répondants qui se sont dits moins satisfaits par le fédéralisme et plus en faveur du passage des pouvoirs vers leur province, se sont aussi montrés plus en faveur de l'asymétrie.

Importance de la politique nationale : Dans le sondage, les Canadiens ont dû indiquer, sur des questions précises, s'ils étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait établir une politique nationale pour le Canada qui soit la même pour toutes les provinces et tous les territoires, ou si chaque province et chaque territoire devait pouvoir établir sa propre politique. Il n'y a pas eu de majorité clairement exprimée en faveur d'une option plus que d'une autre, en ce qui a trait aux cinq questions abordées.

Cependant, des écarts notables ont été observés entre les provinces et territoires au sujet des différentes questions. Pour ce qui est de la politique d'assurance-médicaments, une majorité relative ou une très faible majorité dans toutes les provinces sauf au Québec est d'avis que le gouvernement fédéral devrait établir une politique nationale qui soit la même pour toutes les provinces et tous les territoires. Quant à la politique énergétique, par exemple pour choisir les meilleures sources d'énergie à développer, l'Alberta se démarque comme la seule province où une majorité de répondants sont d'avis que chaque province et chaque territoire devraient établir leur propre politique. Dans quatre autres provinces (Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador et Colombie-Britannique), la proportion de répondants qui sont en faveur de politiques énergétiques provinciales et territoriales est de moins de 50 %, ce qui est tout de même plus élevé que la proportion de personnes en faveur d'une politique énergétique nationale établie par le gouvernement fédéral.

Dans la plupart des provinces, une majorité relative de personnes sont d'avis que le gouvernement fédéral devrait adopter une politique nationale sur les changements climatiques (par exemple pour l'adoption d'une taxe sur les émissions de carbone). La seule exception claire est en Saskatchewan, où une majorité relative est d'avis que chaque province et chaque territoire devrait établir sa propre politique. Une majorité de personnes au Québec et une majorité relative en Colombie-Britannique sont d'avis qu'il serait préférable d'avoir une politique nationale dans ce domaine, bien que ces provinces soient exemptées de la nouvelle taxe carbone fédérale précisément parce qu'elles ont déjà leur propre politique pour réduire les émissions de carbone. Le fait que les politiques fédérales en vigueur permettent aux provinces et territoires d'adopter des politiques distinctes dans ce domaine explique peut-être pourquoi les habitants du Québec et de la Colombie-Britannique sont plus en faveur de l'adoption d'une politique nationale sur les changements climatiques. Il est aussi possible qu'ils appuient l'intervention fédérale dans d'autres provinces qui jusqu'à maintenant n'ont pas encore adopté leur propre taxe sur les émissions de carbone.

Fédéralisme dans les territoires : Les territoires occupent une place distincte au sein de la fédération, une place qui est en constante évolution depuis les dernières décennies, avec la création du Nunavut et la progression des transferts de responsabilités avec Ottawa et les ententes sur l'autonomie gouvernementale avec les Premières Nations. Toutefois, les sondages pancanadiens sont rarement d'une envergure assez importante pour faire état séparément de la façon dont les habitants du Nord perçoivent la fédération.

Le sondage de la Confédération de demain 2019 montre qu'une majorité relative d'habitants des trois territoires disent que leur gouvernement territorial, plutôt que le gouvernement fédéral ou le gouvernement municipal, est celui qui représente le mieux leurs intérêts. Les Autochtones et non-Autochtones des territoires — et plus spécialement au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest — ont des opinions distinctes sur cette question : les Autochtones sont beaucoup plus susceptibles de dire que leur gouvernement territorial représente le mieux leurs intérêts, alors que les non-Autochtones sont généralement d'avis que le gouvernement municipal représente le mieux leurs intérêts.

Pour l'ensemble des trois territoires, le gouvernement territorial ressort comme étant celui en lequel les répondants ont le plus confiance pour prendre les bonnes décisions sur trois des cinq questions abordées dans le sondage : la gestion du système de soins de santé ; la promotion de la croissance économique et la création d'emploi ; la gestion des ressources énergétiques. Les répondants ont indiqué faire également confiance au gouvernement territorial et au gouvernement fédéral pour les questions relatives aux changements climatiques, et faire davantage confiance au gouvernement fédéral pour les questions touchant la gestion de l'immigration et l'établissement des réfugiés.

Toutefois, la tendance est différente pour chaque territoire. Les habitants du Nunavut sont plus susceptibles de faire confiance au gouvernement territorial pour chacune des questions, à l'exception de l'immigration. Les habitants des Territoires du Nord-Ouest sont beaucoup plus susceptibles de faire confiance au gouvernement territorial pour les questions touchant les soins de santé, et quelque peu susceptibles de lui faire confiance pour les questions relatives à l'énergie et aux changements climatiques ; ils ont cependant indiqué accorder une confiance égale aux gouvernements territoriaux et au gouvernement fédéral pour les questions liées à l'économie. Les habitants du Yukon font davantage confiance au gouvernement territorial pour les questions touchant l'économie et l'énergie, mais font plus confiance au gouvernement fédéral pour les questions relatives aux changements climatiques.

Dans les trois territoires, les opinions sont partagées sur la question de l'établissement, par le gouvernement fédéral, d'une politique nationale sur les changements climatiques qui serait la même pour toutes les provinces et tous les territoires, ou l'établissement d'une telle politique par chaque gouvernement territorial. Une majorité d'habitants du Nunavut appuient l'adoption de politiques territoriales, une majorité d'habitants du Yukon appuient l'adoption d'une politique nationale établie par Ottawa, et les opinions sont partagées également entre les deux options dans les Territoires-du-Nord-Ouest.

Dans l'ensemble, ces résultats en disent long sur les conclusions générales de l'enquête de la Confédération de demain 2019, selon lesquelles le concept de région n'est pas celui qui traduit toujours le mieux les tendances d'opinions sur la fédération au Canada. Le Nord est grandement divisé

à savoir quel ordre de gouvernement représente le mieux ses intérêts ou mérite le plus la confiance. Les habitants de chacun des territoires ont des points de vue distincts, tout comme, dans certains cas, les Autochtones dans la région, et parmi les Autochtones, les Inuits (en ce qui a trait au caractère distinct du Nunavut).

Pour un fédéralisme efficace

Bien que des majorités dans certaines provinces et certains territoires puissent éprouver de la frustration envers la façon dont leur province ou territoire est traité au sein de la fédération, ce deuxième rapport sur l'enquête de la Confédération de demain 2019 n'indique pas clairement que les Canadiens se tournent le dos. Une majorité de gens demeurent en faveur du partage des richesses du pays au moyen du programme de péréquation existant, et seulement une minorité sont d'avis que seules les provinces ou seuls les territoires dans lesquels se trouvent des ressources naturelles devraient toucher des redevances découlant de l'exploitation de ces ressources. Dans la plupart des cas, les Canadiens comptent sur les deux ordres de gouvernement, plutôt que sur un seul, pour traiter des questions clés comme l'économie, l'énergie et les changements climatiques. Bien que plus de Canadiens penchent vers le passage des pouvoirs d'Ottawa vers les provinces que le contraire, le leadership fédéral bénéficie toujours d'un appui considérable pour ce qui est de faire progresser les politiques pancanadiennes dans des domaines comme l'assurance-médicaments et les changements climatiques. Enfin, les Canadiens sont plus susceptibles d'appuyer les compromis sur les politiques — aux termes desquels leur gouvernement provincial ou territorial tente de trouver un équilibre entre les intérêts de leur province ou territoire et ceux du pays — que d'opter pour une approche à somme nulle.

Sous ces tendances générales demeurent de nombreuses exceptions. Certaines provinces et certains territoires ont des points de vue distincts sur certaines des questions, mais pas nécessairement toutes. Il importe de souligner ces exceptions, puisqu'elles traduisent la diversité sous-jacente, voire la complexité du pays. Malgré ces exceptions et ces différences, les résultats du sondage peignent dans l'ensemble le portrait d'une fédération au sein de laquelle les citoyens continuent de préférer la collaboration à la polarisation.

Cette étude a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec les organisations suivantes :

LE CENTRE MOWAT

Le Centre Mowat est un groupe de réflexion indépendant sur les politiques publiques, situé à la Munk School of Global Affairs and Public Policy de l'Université de Toronto, et la voix de l'Ontario, fondée sur des faits et non partisane, en matière de politiques publiques. Il entreprend des recherches collaboratives en politiques appliquées, formule des recommandations novatrices fondées sur la recherche et favorise un dialogue public sur les questions nationales les plus importantes pour le Canada.

<https://mowatcentre.ca/>

LA FONDATION CANADA WEST

La Fondation Canada West se penche sur les politiques qui façonnent l'Ouest et, par extension, le Canada. Au moyen de travaux de recherche et d'analyse indépendants fondés sur des données probantes, elle offre des solutions pratiques pour répondre aux défis en matière de politiques publiques auxquels l'Ouest doit faire face, tant à l'échelle locale que mondiale. <http://cwf.ca>

LE CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE – CONSTITUTION ET FÉDÉRALISME (CAP-CF) À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

Le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, à l'Université du Québec à Montréal, a pour mission de stimuler la recherche sur la politique constitutionnelle et le fédéralisme et de produire un savoir innovant, analytique et normatif sur les enjeux constitutionnels contemporains au Canada et dans les autres fédérations. <https://capcf1.wixsite.com/accueil>

L'INSTITUTE DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

L'Institut de recherche en politiques publiques, fondé en 1972, est un organisme canadien indépendant, bilingue et sans but lucratif. Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements. <http://irpp.org/fr/>

THE BRIAN MULRONEY INSTITUTE OF GOVERNMENT

Le Brian Mulroney Institute of Government, fondé en 2018 et situé à l'Université St. Francis Xavier, a comme objectif de trouver des solutions créatives à des questions complexes touchant la gouvernance et les politiques publiques pancanadiennes et internationales. Ses activités de relations publiques, en plus de son programme universitaire de premier cycle de quatre ans en politiques publiques et gouvernance, visent à éclairer et façonner le discours pancanadien et international sur les enjeux qui touchent la politique, l'économie, la sécurité et la société. www.stfx.ca/mulroney-institute-government

ENVIRONICS INSTITUTE FOR SURVEY RESEARCH

L'Environics Institute for Survey Research mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible.

